

> Licenciement économique : obligations de l'employeur : Consultation des représentants du personnel (licenciement de moins de 10 salariés sur 30 jours)

Sous-section 2 : Procédure à l'égard des salariés

Paragraphe 1 : Entretien préalable.

L. 1233-11

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

L'employeur qui envisage de procéder à un licenciement pour motif économique, qu'il s'agisse d'un licenciement individuel ou inclus dans un licenciement collectif de moins de dix salariés dans une même période de trente jours, convoque, avant toute décision, le ou les intéressés à un entretien préalable.

La convocation est effectuée par lettre recommandée ou par lettre remise en main propre contre décharge. Cette lettre indique l'objet de la convocation.

L'entretien préalable ne peut avoir lieu moins de cinq jours ouvrables après la présentation de la lettre recommandée ou la remise en main propre de la lettre de convocation.

[service-public.fr](#)

> Licenciement économique : entretien préalable : Conditions, convocation et déroulement de l'entretien

> Licenciement économique : obligations de l'employeur : Entretien préalable

L. 1233-12

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Au cours de l'entretien préalable, l'employeur indique les motifs de la décision envisagée et recueille les explications du salarié.

L. 1233-13

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Lors de son audition, le salarié peut se faire assister par une personne de son choix appartenant au personnel de l'entreprise.

Lorsqu'il n'y a pas d'institutions représentatives du personnel dans l'entreprise, le salarié peut se faire assister soit par une personne de son choix appartenant au personnel de l'entreprise, soit par un conseiller du salarié choisi sur une liste dressée par l'autorité administrative.

La lettre de convocation à l'entretien préalable adressée au salarié mentionne la possibilité de recourir à un conseiller et précise l'adresse des services où la liste des conseillers est tenue à la disposition des salariés.

L. 1233-14

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent paragraphe.

[service-public.fr](#)

> Licenciement économique : entretien préalable : Conditions, convocation et déroulement de l'entretien

> Licenciement économique : obligations de l'employeur : Entretien préalable

Paragraphe 2 : Notification du licenciement.

L. 1233-15

Ordonnance n°2016-388 du 31 mars 2016 - art. 1

 [Legif.](#)  [Plan](#)  [Jp.C.Cass.](#)  [Jp.Appel](#)  [Jp.Admin.](#)  [Juricaf](#)

Lorsque l'employeur décide de licencier un salarié pour motif économique, qu'il s'agisse d'un licenciement individuel ou inclus dans un licenciement collectif de moins de dix salariés dans une même période de trente jours, il lui notifie le licenciement par lettre recommandée avec avis de réception.

Cette lettre ne peut être expédiée moins de sept jours ouvrables à compter de la date prévue de l'entretien préalable de licenciement auquel le salarié a été convoqué.